

Unité départementale des Bouches du Rhône
16, rue Zattara
CS 70248
Cedex 03
13331 Marseille

Marseille, le 20/01/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



EveRé SAS

Zone industrielle - lieu-dit Caban Sud -
Route du Terminal Minéralier
CEDEX
13270 Fos-sur-Mer

D/SPR/GP/94/2023
Références : JD/AL D-1272-MRT-2022

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/06/2022 dans l'établissement EveRé SAS implanté Zone industrielle - lieu-dit Caban Sud - Route du Terminal Minéralier CEDEX 13270 Fos-sur-Mer. L'inspection a été annoncée le 09/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de l'action nationale 2022 "Méthaniseurs". Celle-ci vise à s'assurer de la bonne mise en conformité des installations existantes avec les nouvelles dispositions techniques qui leur sont applicables au 1er janvier 2022, notamment:

- Mesures relatives à la gestion d'exploitation: programme de maintenance préventive, mise en place d'une astreinte et formation du personnel.
- Mesures relatives à la surveillance des risques d'incendie et d'explosion: destruction du biogaz et mesures organisationnelles associées, ...
- Mesures relatives aux dispositifs de rétention et aux stockages de matières susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols.
- Mesures relatives à la gestion des nuisances odorantes: dossier odeur, registre des plaintes et mesures correctives associées, ...

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EveRé SAS
- Zone industrielle - lieu-dit Caban Sud - Route du Terminal Minéralier CEDEX 13270 Fos-sur-Mer
- Code AIOT dans GUN : 0006404837
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

L'établissement est un centre de traitement de déchets non-dangereux, majoritairement issus de la collecte des ordures ménagères résiduelles, régulièrement autorisé par l'arrêté préfectoral du 28/06/2012. Il dispose d'un centre de tri permettant d'extraire des flux reçus sur site :

- les déchets valorisables dirigés vers des filières de valorisation matière externes (plastiques, métaux...);
- la fraction fermentescible dirigée vers l'unité de valorisation organique (UVO);
- les résidus ultimes dirigés vers l'unité de valorisation énergétique (UVE).

L'UVO dispose de deux méthaniseurs produisant du biogaz valorisé en énergie électrique (moteurs). Les digestats sont ensuite valorisés en compost.

L'UVE dispose de deux lignes d'incinération. La chaleur produite est valorisée en électricité (turbo-alternateur). Les mâchefers issus du traitement thermique sont mis en maturation sur le site, après extraction des éléments métalliques. Ils sont ensuite valorisés selon les dispositions de l'arrêté ministériel du 18 novembre 2011.

Les déchets sont majoritairement acheminés par moyens ferroviaires.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Retour sur les suites de la VI du 26/11/2021;
- Unité de méthanisation: contrôle du respect des nouvelles dispositions techniques introduites par l'arrêté du 14/06/2021 modifiant l'arrêté du 10/11/2009 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de méthanisation soumises à autorisation (rubrique 2781).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Méthaniseurs	Arrêté Ministériel du 14/06/2021, article 8 1° à 4°	/	Sans objet
Méthaniseurs	Arrêté Ministériel du 14/06/2021, article 24	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Propreté	Arrêté Préfectoral du 28/06/2012, article 2.1.1	/	Sans objet
Surveillance environnementale	AP Complémentaire du 17/08/2021, article 1.1	/	Sans objet
Surveillance environnementale	AP Complémentaire du 17/08/2021, article 1.2	/	Sans objet
Bilan périodique	Arrêté Préfectoral du 28/06/2012, article 9.4.1	/	Sans objet
Méthaniseurs	Arrêté Ministériel du 14/06/2021, article 6 1°	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Méthaniseurs	Arrêté Ministériel du 14/06/2021, article 12	/	Sans objet
Méthaniseurs	Arrêté Ministériel du 14/06/2021, article 15	/	Sans objet
Méthaniseurs	Arrêté Ministériel du 14/06/2021, article 17 1° à 3°	/	Sans objet
Méthaniseurs	Arrêté Ministériel du 14/06/2021, article 29	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant satisfait globalement les nouvelles dispositions techniques introduites par l'arrêté ministériel du 14/06/2021 modifiant l'arrêté du 10/11/2009 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de méthanisation soumises à autorisation.

L'Inspection a relevé deux non-conformités susceptibles de conduire à une proposition de mise en demeure concernant les points suivants:

- Mise en place d'une capacité de stockage temporaire du biogaz correspondant à 3h de production nominale (article 8 1° à 4 de l'arrêté ministériel du 14/06/2021);
- Mise en place d'un dispositif de drainage des fuites pour les cuves à jus enterrées (article 24 de l'arrêté ministériel du 14/06/2021).

La proposition de mise en demeure découlera des éléments d'interprétation réglementaire à communiquer par le Ministère sur les deux non-conformités, au vu des modalités d'exploitation de l'installation EVERE. Il est également demandé en parallèle à l'exploitant de transmettre des éléments complémentaires relatifs à ses modalités d'exploitation.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/06/2012, article 2.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Propreté
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité du voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ;
Constats : A l'issue de la précédente visite, l'Inspection avait demandé à l'exploitant de définir et mettre en œuvre des mesures pour limiter la dissémination de fragments de déchets au niveau des Tubes de Fermentation Rotatifs (TFR ,par conception, les boucliers d'entrée des TFR ne sont pas 100% étanches). L'exploitant a réalisé une pré-étude de projet technique. Les solutions techniques identifiées et retenues par l'exploitant sont les suivantes: - mise en place d'un plancher en tôle damier en alu sur les deux étages de la zone d'entrée des TFR; - ajout, sur les planchers, d'une goulotte d'évacuation des déchets récoltés vers une benne (commande de 6 nouvelles bennes d'un volume de 2740 l, livraison prévue fin juin 2022 - cf devis SBC N° 1902190 du 10/03/2022); - mise en place de tôle damier sur les gardes corps des deux étages afin d'empêcher les envols; Les coûts globaux d'intervention ont été évalués à 30k€. Par courriel du 09/06/2022, l'exploitant a transmis les bons de commande associés. Dans l'attente de la réalisation des travaux, le nettoyage de la zone TFR est renforcé.
Observations : L'exploitant a transmis les justificatifs de réalisation des travaux (photos) au cours de l'été 2022
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Surveillance environnementale

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/08/2021, article 1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Programme de surveillance
Prescription contrôlée : L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées. Il y sera notamment spécifié : l'objectif de la surveillance environnementale, le périmètre retenu pour la zone d'étude, la nature des milieux et des matrices à surveiller, le choix des périodes de mesures ou de prélèvements, la nature des polluants (a minima éléments traces métalliques ETM, dioxines et furannes PCDD/F), les protocoles de prélèvement, de préparation des échantillons et d'analyses associées, les unités de restitution des résultats et les limites de quantification.
Constats : A l'issue de la précédente visite d'inspection, l'exploitant s'était engagé à réviser sa procédure relative au programme d'autosurveillance environnementale afin de prendre en compte les nouvelles prescriptions de l'APC du 17/08/2021 concernant notamment les retombées atmosphériques de dioxines et furannes (PCDD/F). L'exploitant a présenté à l'Inspection le jour de la visite la procédure révisée référencée PR EN 018 du 25/02/2022. La procédure répond en tous points aux prescriptions de l'APC du 17/08/2021 susmentionné. Le LECES a été retenu pour le déploiement des jauges cylindriques. Le déploiement des jauges sur le terrain est en cours. La première campagne de suivi est prévue en juin, la seconde courant septembre 2022.
Observations : Sans objet
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Surveillance environnementale

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/08/2021, article 1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Sources d'émissions atmosphériques
Prescription contrôlée : Chacune des sources à l'origine des émissions atmosphériques du site est localisée sur un plan tenu à jour par l'exploitant, sur lequel les caractéristiques sont annotées : type d'émissions (canalisée ou diffuse), nature gazeuse et/ou particulaire, granulométrie des polluants émis, hauteur, température et vitesse. Les sources d'émission diffuses sont localisées sous forme de zones d'émission.
Constats : Lors de la dernière visite d'inspection, il avait été demandé à l'exploitant de spécifier dans sa procédure relative à la surveillance environnementale la granulométrie des polluants émis. L'exploitant a complété en ce sens ladite procédure (référéncée 2133/PR EN/018/A du 25/02/2022): "Un large spectre des différentes granulométries d'émissions caractéristiques d'une unité de valorisation énergétique est bien pris en compte dans le cadre du programme d'autosurveillance en tenant compte de l'ensemble des matrices considérées et des différents paramètres analysés associés". Les rejets atmosphériques du site d'EVERE sont essentiellement canalisés (cheminées UVE1 et UVE2, cheminées GE1 et GE2, Biofiltres, Cheminée GE3, torchère).
Observations : Sans objet
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Bilan périodique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/06/2012, article 9.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Bilan environnement annuel
Prescription contrôlée : L'exploitant adresse au Préfet, au plus tard le 1er avril de chaque année, un bilan annuel portant sur l'année précédente : (...) - le résultat de l'autosurveillance, et en particulier, des mesures et du suivi de l'impact des rejets atmosphériques sur l'environnement
Constats : L'exploitant a adressé par courriel du 15/04/2022 le bilan annuel environnemental portant sur l'année 2021. Ce bilan a fait l'objet de compléments en date du 02/06/2022 sur le suivi des sols de surface et des aquifères et par courriel du 09/06/2022 sur le suivi environnemental des Graminées pour l'année 2021 (1er et second semestre 2021).
Observations : Sans objet
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Méthaniseurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/06/2021, article 6 1°
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques d'incendie et d'explosion
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« L'installation est conçue et aménagée de façon à réduire autant que faire se peut les risques d'incendie et d'explosion et à limiter toute éventuelle propagation d'un sinistre. Elle est pourvue de moyens de secours contre l'incendie appropriés à la nature et aux quantités de matières et de déchets entreposés. L'arrêté préfectoral d'autorisation précise les prescriptions en la matière et fixe les distances d'éloignement minimales entre les stocks de produits combustibles et les équipements de production ou de stockage de biogaz. « Pour les stockages d'intrants solides, de digestat solide et séché de longue durée, des dispositifs de sécurité, notamment à l'aide de sondes de température régulièrement réparties et à différents niveaux de profondeur du stockage, sont mis en place afin de prévenir les phénomènes d'auto-échauffement (feux couvant et émission de monoxyde de carbone). « A l'exception des unités de séchage basse température (moins de 85 °C), les unités de séchage de digestat sont équipées d'un système de détection de monoxyde de carbone (avec alarme sonore et visuelle) et d'extinction d'incendie. « Chaque local technique est équipé d'un détecteur de fumée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps (et dont la teneur et la fréquence ne peuvent être inférieures aux prescriptions du fabricant). « L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de sécurité incendie. Il rédige ou fait établir des consignes de maintenance (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple, alarmes, détecteurs de gaz, injection d'air dans le biogaz...) et organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. « En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. « Le stockage de liquide inflammable, de combustible et de réactifs (carton, palette, huile thermique, réactifs potentiellement exothermiques comme le chlorure de fer...) est interdit dans les locaux abritant les unités de combustion du biogaz « Des consignes relatives à la prévention des risques sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Elles font l'objet d'une communication au personnel permanent ainsi qu'aux intérimaires et personnels entreprises extérieures appelés à intervenir sur les installations. Ces consignes indiquent notamment : « - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf délivrance préalable d'un permis de feu ; (...). « L'exploitant justifie la conformité avec les prescriptions du présent article en listant les consignes qu'il met en place et en faisant apparaître la date de dernière modification de chacune. »</p> <p>Constats : Afin de prévenir les risques d'incendie et d'explosion au niveau de l'Unité de Valorisation Organique (UVO), l'exploitant dispose des moyens de détection suivants:</p> <p>1) Détecteurs incendie:</p> <p>La détection incendie a été remise à neuf suite à l'incendie de l'UVO en 2013 (d'origine criminelle). C'est la société Chubb, prestataire dans le domaine de la détection incendie, qui a défini les emplacements, orientations, nombre et typologies d'équipements en matière de détection incendie en respectant notamment les règles liées à l'APSAD.</p> <p>Par courriel du 30/06/2022, l'exploitant a adressé les certificats APSAD d'installations de détection automatique d'incendie de la zone UVO et les plans d'implantation du SSI de la zone UVO.</p> <p>58 détecteurs implantés au niveau de l'UVO de technologie différente: flammes, fumées, multi-critères.</p> <p>Les détecteurs incendie sont contrôlés semestriellement par la société Chubb. La vérification fait l'objet d'un rapport semestriel, cf rapport Chubb du 20/05/2021.</p> <p>En cas d'anomalie, soit Chubb répare immédiatement, soit un devis est généré par l'exploitant. La levée des anomalies est réalisée au contrôle semestriel suivant.</p>

<p>En plus des contrôles périodiques semestriels réalisés par la société Chubb, l'exploitant réalise un suivi par le personnel en interne (nettoyage des détecteurs). En cas de détection d'une anomalie, l'exploitant fait intervenir la société Chubb ou gère directement en interne (stock de détecteurs à disposition sur le site).</p> <p>Avant chaque contrôle semestriel, l'exploitant procède à un nettoyage de l'ensemble des détecteurs (opération prévue dans le plan de maintenance mais non tracée).</p> <p>En cas de détection incendie, une alarme est remontée en salle de contrôle de l'UVO. Une levée de doute est réalisée par les opérateurs. Les alarmes sont également remontées en salle de contrôle de l'UVE. Lors de l'absence du personnel de conduite des installations de l'UVO (fonctionnement en 2x8), c'est la salle de contrôle de l'UVE (présent 24/24 et 7/7) qui prend la relève.</p> <p>La surveillance de l'UVO fait l'objet d'un mode opératoire référencé MO UE 049 du 02/03/2022.</p> <p>2) Détecteurs gaz:</p> <p>La partie détection gaz lors de la reconstruction de 2014-2015 post-incendie a été réalisée par Valorga international, prestataire dans la conception et la construction d'unités de méthanisation. Valorga International a conçu l'ensemble du système de détection gaz (dont le positionnement des détecteurs de gaz), sur la base notamment d'une analyse des risques des équipements de process de méthanisation.</p> <p>L'exploitant a transmis les justificatifs correspondants par courriel du 30/06/2022.</p> <p>L'exploitant travaille avec la société OLDHAM pour le contrôle périodique des équipements. Les détecteurs de gaz et les asservissements sont contrôlés chaque semestre (suivis dans le programme d'inspection sécurité). Un rapport est établi à l'issue de chaque contrôle, cf rapport OLDHAM du 17/01/2022 n° 0000287</p> <p>En cas d'anomalie, une demande d'intervention est faite, cf rapport d'intervention n°220303123605 du 03/03/2022 (remplacement de 6 détecteurs)</p> <p>Le suivi de la maintenance est réalisé via le logiciel Coswin (établissement des devis, bons de commande et PV de réception des travaux). Les équipements de sécurité sont en plus extraits dans un tableau excel afin de faciliter le suivi et l'anticipation des contrôles sur l'année par le responsable de sécurité.</p> <p>D'une manière générale, l'exploitant réalise un suivi et une maintenance rigoureux de ses équipements de sécurité.</p> <p>Observations : L'exploitant transmettra à l'Inspection le dernier rapport de contrôle des détecteurs incendie implantés au niveau de l'UVO.</p> <p>Les éléments sont attendus sous 15 jours à compter de la réception du présent rapport.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>
--

Nom du point de contrôle : Méthaniseurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/06/2021, article 8 1° à 4°
Thème(s) : Risques accidentels, Destruction du biogaz
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation dispose d'un équipement de destruction du biogaz produit en cas d'indisponibilité temporaire des équipements de valorisation du biogaz. Cet équipement « est présent en permanence sur le site » et est muni d'un arrête-flammes « . Les équipements disposant d'un arrête-flammes conçu selon les normes NF EN ISO 16852 (de janvier 2017) ou NF ISO 22580 (de décembre 2020) sont présumés satisfaire aux exigences du présent article. » Dans le cas de l'utilisation d'une torchère, l'étude d'impact devra en préciser les règles d'implantation et de fonctionnement. « Notamment, les torchères installées doivent être mises en route avant le remplissage total des unités de stockages de biogaz. Dans le cas d'une torchère asservie, l'exploitant tient à disposition de l'inspection les pressions de service de la torchère et d'ouverture des soupapes. » « Pour les installations existantes au 1er juillet 2021, dans le cas où » cet équipement n'est pas présent en permanence sur le site, l'installation dispose d'une capacité permettant le stockage du biogaz produit jusqu'à la mise en service de cet équipement. « L'exploitant définit dans un plan de gestion, au plus tard le 1er janvier 2022, les mesures de gestion associées à ces situations d'indisponibilités et garantissant la limitation de la production et un stockage du biogaz compatible avec le délai maximal de disponibilité de ses moyens de destruction ou de valorisation de secours. Ce délai ne peut être supérieur à 6 heures. » « Pour l'ensemble des installations, des mesures de gestion, actualisées chaque année en fonction des quantités traitées et des équipements installés, sont définies et annexées au programme de maintenance préventive visé à l'article 39, pour faire face à un éventuel pic de production. Ces mesures prévoient le stockage temporaire d'une quantité de biogaz déterminée en fonction de la documentation fournie par les constructeurs des installations. Cette quantité ne peut être inférieure à 6 heures de production nominale, ou 3 heures pour les installations disposant d'une torchère installée à demeure, dans la limite de 5 tonnes. « Lorsque le torchage s'avère nécessaire en cas de dépassement de la capacité établie au précédent alinéa, la durée de torchage est recensée et versée au programme de maintenance préventive. Si dans le cours d'une année, et à l'exception des opérations de maintenance et des situations accidentelles liées à l'indisponibilité du réseau de valorisation en sortie d'installation, il est recensé plus de trois événements de dépassement de capacité de stockage ayant impliqué l'activation durant plus de 6 heures d'une torchère ou à défaut d'une soupape de décompression, l'exploitant communique à l'inspection des installations classées un bilan de ces événements, une analyse de leurs causes et des propositions de mesures correctives de nature à respecter les dispositions du précédent alinéa. »</p> <p>Constats : Une torchère est installée à demeure sur site, le plan de gestion n'est donc pas requis. Le site dispose également d'une bache souple de stockage d'une capacité de 1040 m³ (pression de service d'environ 25 mbar) correspondant à 1 heure de production nominale de biogaz, en comparaison des 3 heures minimum définies dans l'arrêté ministériel pour les installations disposant d'une torchère installée à demeure.</p> <p>La bache de stockage, localisée en extérieur, a été dimensionnée pour assurer un stockage tampon du biogaz produit en attente de valorisation (le biogaz produit est valorisé sous forme d'électricité revendue à RTE via 2 groupes électrogènes (GE) et sous forme de chaleur (eau chaude et vapeur) réutilisée par le procédé via une chaudière et les GE. La bache fonctionne par batch, corrélée au fonctionnement des groupes électrogènes et de la chaudière. L'exploitant n'a jamais constaté de pic de production de biogaz sur son installation.</p> <p>Observations : L'Inspection a interrogé le Ministère sur l'applicabilité de cette prescription au site d'EVERE et à ses modalités d'exploitation (production stable de biogaz), à savoir l'obligation de disposer d'une capacité de stockage de biogaz correspondant à 3h de production nominale. Dans l'attente du positionnement de la DGPR, l'exploitant transmettra à l'Inspection la note de dimensionnement de la bache de stockage présente sur site et les relevés de production et consommation de biogaz sur les 3 dernières années.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Méthaniseurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/06/2021, article 12
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance du procédé de méthanisation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chacune des lignes de méthanisation est équipée des moyens de mesure nécessaires à la surveillance du processus de méthanisation. Elles sont notamment équipées de dispositifs de mesure en continu de la température des matières en fermentation et de contrôle en continu de la pression du biogaz. L'exploitant spécifie le domaine de fonctionnement des installations pour chaque paramètre surveillé, en définit la fréquence de surveillance et spécifie le cas échéant les seuils d'alarme associés. Le système de surveillance inclut des dispositifs pour : -garantir le fonctionnement stable du digesteur ; -réduire au minimum les problèmes de fonctionnement, tels que le moussage, pouvant entraîner des dégagements d'odeurs ; -prévoir des dispositifs d'alerte prévenant suffisamment à l'avance des défaillances pouvant conduire à une perte de confinement et à des explosions. Il inclut des dispositifs de surveillance ou de modulation des principaux paramètres des déchets et des procédés, y compris : -le pH et l'alcalinité de l'alimentation du digesteur ; -mesure continue de la température de fonctionnement du digesteur et des matières en fermentation et de la pression du biogaz ; -le taux de charge hydraulique et organique de l'alimentation du digesteur ; -la concentration d'acides gras volatils et d'ammoniac dans le digesteur et le digestat ; -la quantité, la composition et la pression du biogaz ; -les niveaux de liquide et de mousse dans le digesteur. Pour les installations de méthanisation par voie solide ou pâteuse, le système de surveillance inclut également la surveillance en continu de la température et de la pression au sein de la cuve de stockage du percolat. . Les dispositions du présent article sont immédiatement applicables aux installations autorisées après le 17 août 2018. Les dispositions du présent article sont applicables au 17 août 2022 aux installations autorisées avant le 18 août 2018, dont les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale prévue à l'article R. 515-61 du code de l'environnement sont celles de la décision d'exécution (UE) 2018/1147 de la Commission du 10 août 2018 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour le traitement des déchets, au titre de la directive 2010/75/ UE du Parlement européen et du Conseil, notifiée sous le numéro C (2018) 5070. Les dispositions du présent arrêté sont applicables aux installations de méthanisation soumises à autorisation, autorisées avant le 18 août 2018, dont les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale prévue à l'article R. 515-61 du code de l'environnement ne sont pas celles de la décision d'exécution (UE) 2018/1147 du 10 août 2018 précitée, dans les conditions suivantes : -quatre ans après la parution au Journal officiel de l'Union européenne, postérieure au 18 août 2018, de la décision d'exécution établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale prévue à l'article R. 515-61 du code de l'environnement ; -à compter du 17 août 2022, lorsque la parution au Journal officiel de l'Union européenne de la décision d'exécution établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale prévue à l'article R. 515-61 du code de l'environnement est intervenue entre le 18 août 2016 et le 17 août 2018. A la date prévue par le présent article, l'exploitant met en œuvre les meilleures techniques disponibles telles que décrites au présent article ou garantissant un niveau de protection de l'environnement équivalent dans les conditions fixées au II de l'article R. 515-62 du code de l'environnement, sauf si l'arrêté préfectoral fixe des prescriptions particulières en application de l'article R. 515-63 du même code.</p> <p>Constats : Les paramètres sont suivis en continu par les opérateurs à travers le système de contrôle commande. Les principaux paramètres sont:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Température de la matière dans le digesteur; - Pression du biogaz (dans les tuyauteries, le ciel gazeux et la bêche souple); - Débit de biogaz; - Niveau des digesteurs; - Teneurs en O₂, H₂S, CH₄ et CO₂ dans le biogaz. <p>Les opérations à réaliser et les paramètres à surveiller sont détaillés dans le mode opératoire "MO UO 007 B - Démarrage des installations de l'UVO".</p> <p>Concernant le suivi du pH et de l'alcalinité de l'alimentation du digesteur, l'exploitant a jusqu'à fin 2023 pour se mettre en conformité.</p>
Observations : Sans objet
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Méthaniseurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/06/2021, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs
Prescription contrôlée : « L'exploitant conçoit et gère son installation de façon à prendre en compte et à limiter les nuisances odorantes, et éviter l'apparition de conditions anaérobies dans les bassins de stockage ou de traitement, ou dans les canaux à ciel ouvert. « Il réalise à cet effet un dossier consacré à cette problématique, joint au programme de maintenance préventive visé à l'article 39, qui comporte notamment la liste des principales sources d'émissions odorantes vers l'extérieur, qu'elles soient continues ou discontinues, et qui mentionne le débit d'odeur correspondant. « Le dossier comprend une étude de dispersion atmosphérique qui prend en compte les conditions locales de dispersion des polluants gazeux et permet de déterminer les débits d'odeur à ne pas dépasser pour permettre de respecter l'objectif de qualité de l'air mentionné au paragraphe suivant et d'assurer l'absence de gêne olfactive notable aux riverains, en référence à l'état initial olfactif du site avant mise en place de l'installation. (...) « L'arrêté préfectoral peut fixer la fréquence à laquelle sont réalisés les contrôles effectifs des débits d'odeurs. Ces contrôles peuvent être plus fréquents au cours de l'année qui suit la mise en service de l'installation ou en cas de plaintes de riverains. « L'exploitant d'une installation dotée d'équipements de traitement des odeurs, tels que laveurs de gaz ou biofiltres, procède au contrôle de ces équipements au minimum une fois tous les trois ans. Ces contrôles, effectués en amont et en aval de l'équipement, sont réalisés par un organisme disposant des connaissances et des compétences requises ; ils comportent a minima la mesure des paramètres suivants : composés soufrés, ammoniac et concentration d'odeur. Les résultats de ces contrôles, précisant l'organisme qui les a réalisés, les méthodes mises en œuvre et les conditions dans lesquelles ils ont été réalisés, sont reportés dans le dossier mentionné à l'article 39. « L'exploitant tient à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un registre des éventuelles plaintes qui lui sont communiquées, comportant les informations nécessaires pour caractériser les conditions d'apparition des nuisances ayant motivé la plainte : date, heure, localisation, conditions météorologiques, correspondance éventuelle avec une opération critique. (...)
Constats : L'exploitant a réalisé en 2011 une étude de dispersion atmosphérique. L'exploitant réalise une surveillance périodique des odeurs. Des analyses sont réalisées annuellement dans l'environnement du site par un jury de nez et par olfactométrie. L'exploitant dispose par ailleurs d'une procédure de gestion des plaintes d'odeurs référencée 2133/PRSI/004/G du 26/10/2018 qui a pour objet de définir la méthode employée par EVERE pour traiter les demandes et les plaintes des parties intéressées. Aucune plainte n'a été recensée en 2021. Dans le cadre de l'application des MTD issues du BREF WI (applicables fin 2023), l'exploitant prévoit la mise en place d'un plan de gestion des odeurs répondant aux exigences de la MTD 12.
Observations : Sans objet
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Méthaniseurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/06/2021, article 17 1° à 3°
Thème(s) : Risques accidentels, Raccords des tuyauteries de biogaz et de biométhane
Prescription contrôlée : Les raccords des tuyauteries de biogaz « et de biométhane » sont soudés lorsqu'ils sont positionnés dans ou à proximité immédiate d'un local accueillant des personnes, autre que le local de combustion, d'épuration ou de compression. S'ils ne sont pas soudés, une détection de gaz est mise en place dans le local « (une alarme sonore et visuelle est mise en place pour se déclencher lors d'une détection supérieure ou égale à 10 % de la limite inférieure d'explosivité du méthane). » « Les canalisations de biogaz et de biométhane ne passent pas dans des zones confinées. Si cela n'est pas possible, notamment pour les installations existantes, une information de risque appropriée est réalisée et une ventilation appropriée est installée dans les zones confinées. Les conduites de biogaz et le système de condensation du biogaz doivent être à l'épreuve du gel. »
Constats : Pas de bride à proximité immédiate d'un local accueillant des personnes. Dans les locaux groupes électrogènes, le local compresseurs biogaz, le local chaudière et sous les digesteurs, présence de brides mais détection de gaz avec asservissement de la fermeture de vannes sur le réseau biogaz.
Observations : Sans objet
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Méthaniseurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/06/2021, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Traitement du biogaz
Prescription contrôlée : Lorsqu'il existe un dispositif d'injection d'air dans le biogaz destiné à en limiter par oxydation la teneur en H ₂ S, ce dispositif est conçu pour prévenir le risque de formation d'une atmosphère explosive ou doté des sécurités permettant de prévenir ce risque. L'exploitant établit une consigne écrite sur l'utilisation et l'étalonnage du débitmètre d'injection d'air dans le biogaz.
Constats : L'exploitant dispose d'un système de mesure de débit de type Vortex pour chaque digesteur. La déclaration de conformité et les certificats d'étalonnage des deux débitmètres ont été transmis par courriel du 09/06/2022: <ul style="list-style-type: none">- certificat d'étalonnage Endress + Hauser RC27F819000 du 05/01/2021- certificat d'étalonnage Endress + Hauser RC27F919000 du 05/01/2021- déclaration de conformité Endress + Hauser du 04/02/2019 Le mode de fonctionnement du dispositif d'injection d'air (mentionnant le débitmètre) est décrit au travers du document "Analyse fonctionnelle Biogaz R VAL MET SP0 209 D version du 27/01/2021" (description générale, mesures effectuées : débit d'air, pression d'air, mode distance auto, manuel, arrêt, démarrage...). L'exploitant réalise une fois par an un contrôle du bon fonctionnement des transmetteurs et débitmètres (cf. Extrait GMAO, Ordre de travail n° 202257978 pour l'année 2022) conformément aux préconisations du fournisseur (cf. <i>Justificatifs transmis par courriel du 09/06/2022</i>).
Observations : L'exploitant adressera le PV de test résultant de l'OT n° 202257978 pour l'année 2022. Les éléments sont à fournir sous 15 à jours à compter de la réception du présent rapport.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Méthaniseurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/06/2021, article 24
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'eau – Dispositifs de rétention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Tout stockage de matière entrantes ou de digestats liquides, ou de matière susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols, y compris les cuves à percolat, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : « - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; « - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. « Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. « Lorsqu'ils ne sont pas construits dans une fosse étanche satisfaisant aux prescriptions des trois premiers alinéas du présent I, les stockages enterrés sont équipés d'un dispositif de drainage des fuites vers un point bas pourvu d'un regard de contrôle facilement accessible, dont les eaux sont analysées annuellement (MEST, DBO5, DCO, Azote global et Phosphore total). Lorsque le sol présente un coefficient de perméabilité supérieur à 10⁻⁷ mètres par seconde, ils sont, en outre, équipés d'une géomembrane associée à un détecteur de fuite régulièrement entretenu. « Le précédent alinéa n'est pas applicable aux lagunes. Celles-ci sont constituées d'une double géomembrane dont l'intégrité est contrôlée a minima tous les cinq ans. « II. - La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. « Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets. « Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. « Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Ces équipements sont compatibles avec les caractéristiques du produit ou de la matière contenue. Un contrôle visuel de ces jauges de niveau et limiteurs de remplissage est opéré quotidiennement pour s'assurer de leur bon fonctionnement. « III. - A l'exception des installations de méthanisation par voie solide ou pâteuse pour lesquelles les dispositions suivantes ne sont applicables qu'aux rétentions associées aux cuves de percolat, les rétentions sont pourvues d'un dispositif d'étanchéité répondant à l'une des caractéristiques suivantes : « - un revêtement en béton, une membrane imperméable ou tout autre dispositif qui confère à la rétention son caractère étanche. La vitesse d'infiltration à travers la couche d'étanchéité est alors inférieure à 10⁻⁷ mètres par seconde. « - une couche d'étanchéité en matériaux meubles telle que si V est la vitesse de pénétration (en mètres par heure) et h l'épaisseur de la couche d'étanchéité (en mètres), le rapport h/V est supérieur à 500 heures. L'épaisseur h, prise en compte pour le calcul, ne peut dépasser 0,5 mètre. « Ce rapport h/V peut être réduit sans toutefois être inférieur à 100 heures si l'exploitant démontre sa capacité à reprendre ou à évacuer le digestat, la matière entrante et/ou la matière en cours de transformation dans une durée inférieure au rapport h/V calculé. « L'exploitant s'assure dans le temps de la pérennité de ce dispositif. L'étanchéité ne doit notamment pas être compromise par les produits pouvant être recueillis, par un éventuel incendie ou par les éventuelles agressions physiques liées à l'exploitation courante. « IV. - Le cas échéant, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant. « V. - Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. (...)</p> <p>Constats : L'exploitant dispose de deux cuves de stockage des jus centrifugés (fosses béton enterrées de 60 m3 et 15 m3) et une cuve de stockage de jus tamisés (fosse béton enterrée de 15 m3) issus de la phase de déshydratation. Une partie du flux liquide est renvoyée en tête de la méthanisation au niveau du malaxeur. La partie excédentaire est acheminée vers la station d'épuration. Ces cuves sont équipées de mesures de niveau asservies aux pompes de relevage.</p> <p>Observations : L'exploitant doit se positionner au regard des dispositions applicables et justifier de l'étanchéité des cuves de stockages. Les éléments sont à fournir dans un délai de 15 jours à compter de réception du présent rapport.</p> <p>Pour rappel, au sens des arrêtés ministériels de prescriptions générales, est un stockage enterré <i>tout réservoir se trouvant entièrement ou partiellement en dessous du niveau du sol environnant, qu'il soit directement dans le sol ou en fosse.</i></p> <p><i>Les stockages enterrés existants et pourvus d'un titre d'exploitation régulier ne se voient pas imposer de capacités de rétention nouvelles, en application des articles L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement au titre desquels les prescriptions relatives aux dispositions constructives</i></p>

<p>concernant le gros œuvre ne peuvent faire l'objet d'une application aux installations existantes ou aux projets ayant fait l'objet d'une demande d'autorisation ou d'enregistrement complète à la date de publication de l'arrêté ministériel.</p> <p>Lorsqu'ils ne sont pas déjà équipés d'une rétention, et s'ils ne sont pas construits en une fosse étanche, les stockages enterrés existants doivent être équipés d'un dispositif de drainage des fuites vers un point bas avec regard de contrôle, dont les eaux sont analysées annuellement. Ces dispositions sont applicables aux sites existants à compter du 1er juillet 2022. Par contre, la géomembrane associée à un détecteur de fuite prévue lorsque le sol présente un coefficient de perméabilité supérieur à 10⁻⁷ mètres par seconde, n'est pas exigée pour un stockage enterré existant. Si un stockage enterré existant est déjà équipé d'une rétention, celle-ci fait l'objet, avant le 1er juillet 2023, d'une investigation afin de déterminer si elle doit faire l'objet d'une amélioration de son étanchéité. Le cas échéant, les travaux nécessaires à la réfection de toutes les rétentions concernées d'un même site peuvent être réalisés en quatre tranches, au plus tard quatre, six, huit et dix ans après le 1er juillet 2021.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Méthaniseurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/06/2021, article 29
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance de l'installation et astreinte
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une astreinte opérationnelle vingt-quatre heures sur vingt-quatre est organisée sur le site de l'installation. L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'un service de maintenance et de surveillance du site composé d'une ou plusieurs personnes qualifiées, désignées par écrit par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients induits et des produits utilisés ou stockés dans l'installation. Ce service pourra être renforcé par du personnel de sous-traitance qualifié. Cette sous-traitance est obligatoire dès lors que l'exploitant n'a désigné, hors sous-traitance, qu'une seule personne pour la surveillance du site. Lorsque la surveillance de l'exploitation est indirecte, celle-ci est opérée à l'aide de dispositifs connectés permettant au service de maintenance et de surveillance d'intervenir dans un délai de moins de 30 minutes suivant la détection de gaz, de flamme, ou de tout phénomène de dérive du processus de digestion ou de stockage du percolat susceptible de provoquer des déversements, incendies ou explosions. L'organisation mise en place est notifiée à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats : La surveillance de l'installation UVO ("Unité de Valorisation Organique") est déclinée au travers du mode opératoire daté du 02/03/2022. Ce mode opératoire décrit les différentes alarmes de l'UVO qui impliquent des actions de l'UVE ("Unité de Valorisation Énergétique") en cas d'absence du personnel de conduite de l'UVO (l'UVO travaille en 2x8). Lors de l'absence du personnel de conduite des installations de l'UVO (nuit, ...), c'est le personnel d'exploitation de l'UVE, présent 24/24 et 7/7, qui assure la surveillance des installations de l'UVO. Cette surveillance est assurée via la remontée, en salle de contrôle de l'UVE, du SNCC (Système Numérique de Contrôle Commande dit "supervision") de l'UVO.</p>
Observations : Sans objet
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet